

Une autre europe est possible

Faire gagner le NON pour faire autrement



par Claude Etienne
membre du comité
Départemental

La colère est là; que ce soit contre l'europe que veulent nous imposer Chirac, Sarkozy et autres ou contre la politique nationale menée par l'équipe de Raffarin, toutes celles et tous ceux rencontrés ces dernières semaines lors des différents points de rencontre ou porte-à-porte organisés par les militants communistes de Seine-Maritime, tous de façon quasi générale ont exprimé leur volonté d'utiliser le 29 mai pour dire stop !

Ce fut le cas pour les habitants du Havre, de Saint-Etienne du Rouvray, de Dieppe, sur les marchés de Rouen, de Canteleu et d'ailleurs.

Chaque jour qui passe voit se rassembler ce NON de Gauche dans les entreprises, dans les quartiers; C'est un NON d'espoir qui ouvre des pistes pour une autre Europe, de celle où le renoncement n'est pas de mise mais au contraire l'affirmation qu'il est possible de construire en Europe un espace commun de haut niveau social et démocratique, un espace où chaque citoyen peut intervenir pour élaborer et faire partager d'autres propositions.

Loin de tout débat contradictoire dans les médias, le NON s'est enraciné profondément dans toutes les couches de la population et contrairement à ce que l'on veut nous faire croire beaucoup ont lu, discuté ou réfléchi sur ce texte.

Et depuis 1992 nous vivons au quotidien

le sens d'une construction européenne entièrement soumise à la dictature des marchés financiers avec son lot de bas salaires et de chômage

Il n'est donc pas étonnant de voir croître l'envie de s'impliquer, de sanctionner des décennies de gestion des affaires européennes et de donner son avis sur l'avenir.

L'idée qu'une autre Europe est possible a fait son chemin ces dernières années de forum social en île-de-France en manifestation à Bruxelles, c'est l'expression d'une volonté de modifier le cours des choses.

Ce NON d'espoir qui se construit à gauche ne peut qu'enrayer le mouvement des directives Bolkestein et autres et ainsi donner de la force au mouvement populaire, y compris pour contrer la politique menée aujourd'hui et, surtout, sur celle qu'il faudrait menée dans les années à venir pour répondre aux aspirations de nos concitoyens.

Les tentatives d'intimidation des tenants du oui qui prennent de l'ampleur ces jours-ci montrent le mépris dans lequel ils tiennent le peuple. C'est avoir peur de la profondeur de la prise de conscience en cours contre ce traité.

Le NON à ce traité replace l'homme au centre de nos valeurs de démocratie, de fraternité et de solidarité.

Pour ne pas s'en laisser conter avant le 29 mai

Un guide à mettre entre toutes les mains !



L'Humanité, pour continuer à participer à la campagne pour le NON au traité et après le succès de la publication du texte complet et analysé de la constitution, le journal récidive avec cette nouvelle publication éclaircissant ce texte avec trente questions pour y voir clair.

Libérale pas libérale ? où sont les nouveaux droits ? et les institutions démocratiques ? le modèle social ? la laïcité ? quelle politique de l'emploi ? vers une Europe de paix , et la révision de la constitution ?

12 pages claires de conviction et la réponse de 14 personnalités sur cette seule question : pourquoi ils disent NON au projet de constitution et ce que le NON peut changer pour une autre europe !

A commander au 01 49 22 73 42

REPÈRES



16 MAI : PAS QUESTION DE DONNER UN JOUR DE TRAVAIL AUX PATRONS!

Le lundi 16 mai risque d'être chaud! les salariés ont pris en grippe la suppression du jour férié de pentecôte, jour de travail obligatoire et non rémunéré; La fédération de la métallurgie CGT appelle à en faire une forte journée d'actions et de revendications, notamment sur les salaires. d'autres secteurs et organisations syndicales s'engagent également vers une journée de luttes; dans le secteur éducatif aussi le mouvement est lancé par les syndicats d'enseignants et les parents d'élèves. la FCPE appelant à ne pas envoyer les enfants en classe ce jour-là !

Et cette journée on peut l'utiliser à convaincre encore et encore de la nocivité du traité constitutionnel et de l'utilité du NON !



fédération du parti communiste de seine-maritime

8 MAI BANQUET RÉPUBLICAIN POUR UNE EUROPE DE PAIX CANTELEU SALLE JEAN HANNIER

QUAI GUSTAVE FLAUBERT

AVEC LA PARTICIPATION DE

ROLAND LEROY ET ANDRÉ DUROMÉA

inscrivez-vous dès maintenant pour ce banquet républicain

au 02 35 07 89 80



Le journal La Terre publie une brochure hors-série sur "la constitution européenne, les conséquences pour votre vie-les vingt points clés du projet libéral-les raisons de voter NON" par patrick Le Hyaric

cette brochure est disponible pour 2€ à la fédération PCF 33 place de l'Hotel de Ville
02 35 07 89 80 (Dominique Langlois)

la Terre

Journal La Terre

32, rue Jean Jaurès 93206 Saint Denis Cedex

Tel: 01 49 22 72 50 Fax: 01 49 22 73 80

Abonnement et diffusion de l'avenir de Seine-Martime:

Pour soutenir et faire connaître L'Avenir de Seine-Maritime souscrivez un abonnement (voir page 8)

Faites connaître ce journal en nous communiquant les adresses de personnes désirant le recevoir

contact : avenir de Seine-Maritime, 33 place de l'hôtel de ville, 76000 Rouen

" Les premiers actes historiques des Normands viennent de la mer ou y retournent " Armand FREMONT " Atlas et

LA NORMANDIE PORTUAIRE

QUAND UNE AUTRE POLITIQUE EST INDISPENSABLE

Sur sa longue façade maritime et sur la Seine, la Normandie compte au total 8 ports à vocation commerciale : Le Tréport, Dieppe, Le Havre, Rouen, Caen, Cherbourg et Granville. Certains -Le Havre-Rouen-Caen- se développent sur plusieurs sites.

Il y a là des espaces nautiques très différents les uns des autres, allant du port du Havre, en capacité d'accueillir les plus gros porteurs de marchandises en exploitation ou en projet (porte-conteneurs, minéraliers, céréaliers et pétroliers), à ceux de Granville et du Tréport dont les accès sont dépendants des marées, en passant par celui de Rouen qui s'échelonne le long de la Seine.

Nous sommes là en présence de communautés humaines parfois considérables. Deux chiffres significatifs : on estime à 16000 sur la place du Havre et à 9000 sur celle de Rouen les emplois directs induits par l'activité portuaire (service à la marchandise et service aux navires). Cette activité portuaire est pour beaucoup dans le développement de la logistique qui emploie plus de 42000 personnes en Haute-Normandie.

Les ports en général - et ceux de la Normandie n'échappent pas à cette observation - ne sont plus considérés seulement comme des points singuliers par lesquels passent les marchandises. Chacun d'eux constitue aujourd'hui un maillon dans des chaînes de transport qui traversent océans et territoires. Aussi considère-t-on souvent que l'avenir des ports se joue à terre, dans leur capacité à drainer les marchandises à travers des arrière-pays de plus en plus profonds. C'est aussi cela le " monde-village " dans lequel nous vivons dorénavant.

Quelques très gros armateurs privés dominent ce secteur. Ils sont présents dans le transport mais également dans la manutention portuaire. Implantés simultanément dans plusieurs ports ils peuvent se permettre de jouer la concurrence entre ces derniers afin d'en tirer la meilleure rente financière. Le devenir des ports et l'évolution équilibrée des territoires

sont pour eux hors sujet.

C'est ce que l'on est en train de vivre dramatiquement sur le transmanche.

Ce " marché " a un avenir. Les échanges entre le continent et les îles britanniques ne peuvent que se développer, sachant que le lien fixe du Pas-de-Calais et les compagnies aériennes à bas prix ne couvrent qu'une part très minoritaire de la demande. Mais la Compagnie P.and O. a décidé de supprimer ses lignes à partir de Cherbourg et du Havre. Au total, sur cette période, et sur l'ensemble des ports où elle était présente, elle aura passé à la trappe 3000 emplois tenus par des travailleurs de différents pays européens dont la France.

Nous pensons que les ports de Normandie ne peuvent asseoir durablement leur avenir s'ils se fixent

pour seule ambition d'accompagner les "prédateurs" de la Manche. Ils doivent adopter une stratégie en rupture complète avec celle des grands groupes privés, une stratégie basée sur l'intérêt public.

Cette démarche heurte la politique menée à ce jour par les instances communautaires. Au principe que " la concurrence doit être libre et non faussée " -Pierre Angulaire

du projet de Constitution européenne- les crédits ou les ingérences des pouvoirs publics sont interdits. Ainsi la société de réparation navale du Havre, relancée grâce à des crédits publics, est sommée par les autorités communautaires de rembourser ces aides. Et le gouvernement français acquiesce. Un grand port à vocation mondiale comme celui du Havre sans réparation navale ! Un sacré handicap !

Le gouvernement Raffarin et les autorités communautaires ont une même politique : démembrer les secteurs publics, privatiser et ouvrir la concurrence à tout va.

Le premier disloque le patrimoine des ports d'intérêt national.

Les seconds relancent le projet de directive européenne, mis en échec dans un premier temps par les luttes vigoureuses des travailleurs portuaires. Ce projet ouvrirait la voie à une privatisation des ports,



L'activité portuaire emploie plus de 42000 personnes en Haute-Normandie.

Le Havre :La Soreni en liquidation judiciaire! Un grand port à vocation mondiale comme celui du Havre sans réparation navale ! Un sacré handicap !

LES PROPOSITIONS QUE LES COMMUNISTES SOUMETTENT AU DEBAT

remettrait en cause les statuts et les conventions collectives en vigueur dans ce secteur.

Les élus communistes s'opposent résolument à cette politique.

Ils préconisent que soit préservée et développée la maîtrise publique des ports et des opérations qui s'y déroulent.

L'avenir se jouera maintenant principalement par la mise à niveau des réseaux fluvial et surtout ferroviaire. L'efficacité économique et la qualité de notre environnement en dépendent. A cet égard, c'est d'un changement d'échelle dont il faut parler.

Seul le réseau ferré pourrait être à même d'assister nos ports à la hauteur des volumes de marchandises qui y transitent.

depuis plusieurs décennies, les gouvernements successifs avaient fait le choix global du déclin du ferroviaire, de la marginalisation du fret et d'une concentration des moyens financiers sur le seul TGV. Avec, en corollaire, la baisse des effectifs. Une orientation inverse avait été initiée par Jean-Claude Gaysot, alors ministre des transports.

Aujourd'hui, la menace se précise à nouveau.

L'Union Européenne a ouvert le fret à la concurrence. La droite et son gouvernement l'ont entériné. La SNCF supprime à nouveau des emplois, notamment dans l'activité fret. Chez nous, pour la desserte de " Port 2000 " au Havre, la concurrence est ouverte. Cela pourrait se traduire par une éviction de la SNCF et ainsi l'ouverture d'une brèche à la privatisation. Nous y sommes résolument opposés.

Mais notre vision va bien au-delà d'une défense et d'une modernisation de l'existant ; ce qui reste indispensable quand on pense aux liaisons de la Haute-Normandie avec Paris et aux dessertes des ports de Fécamp, de Dieppe ou du Tréport par exemple.

Nous pensons que l'on ne pourra se contenter indéfiniment du système très complexe des relations ferroviaires entre la Haute et la Basse-Normandie, obligeant

par exemple à passer par Paris, déjà engorgé, pour rejoindre Le Havre et Cherbourg ! Ces deux ports, aux capacités nautiques remarquables, pourraient, s'ils étaient mieux reliés, mutualiser leurs développements. Notre projet c'est une Normandie solidaire et cohérente.

Nous avançons la proposition suivante : créer une desserte de la plaine alluviale, de " Port 2000 " et ainsi de toute la région havraise par le sud-est grâce à un nouveau franchissement, cette fois ferroviaire, de la Seine.

Mais l'avenir des transports terrestres se jouera aussi en partie... en mer ! Expliquons-nous.

Naguère, alors que le territoire national n'était pas encore couvert de voies ferrées, de routes sûres et en nombre suffisant, l'économie mettait à profit le long linéaire de nos côtes grâce au cabotage. Les régions

littorales organisaient ainsi leurs échanges tant des personnes que des biens. Afin de lutter contre l'engorgement des échanges terrestres, cette pratique est à nouveau fortement recommandée.

Nous pensons que la Normandie avec son très long linéaire de côtes, avec l'importante voie fluviale qu'est la Seine, avec le nombre et la variété de ses ports, les zones peuplées et actives qu'ils desservent, a une carte à jouer.

Existe également une forme dédiée de ce cabotage appelée le " feeding ". Il s'agit de navires de haute mer, aux caractéristiques modestes, assurant le rabatage et l'éclatement des cargaisons qui prennent place sur les très grands porte-conteneurs. il représente 30% du trafic de conteneurs du port du Havre. C'est une voie d'avenir pour un port qui s'affirme comme plateforme d'éclatement et de groupage en utilisant tous les modes de transport existants.

La voie maritime, c'est aussi le fluvio-maritime, c'est-à-dire des lignes desservies par des navires en capacité de parcourir fleuves et canaux de grand gabarit et d'affronter la mer. Rouen est remarquablement placé pour ce genre de trafic.



LE TREPORT 22 AVRIL 18 H
SALLE DU FORUM
DEBAT AVEC ALAIN BOCQUET
PRÉSIDENT DU GROUPE
COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

S'inscrivant dans la campagne pour le NON, la section de Dieppe du PCF organise son banquet annuel "Citoyen et Républicain" avec la participation de Jean-Philippe Pacary et son orchestre

le 4 mai 19h30 salle Paul Eluard Dieppe
inscriptions et réglements: 22/26 rue de l'Oranger Dieppe
tel : 02 35 84 10 77 les mardis de 10h/12h vendredis 15h/17

Idées et propositions pour **L'EUROPE DES PEUPLES**

Dieppe 6 avril, un forum-témoignages qui fera date !

Au lendemain de l'édifiante démonstration de l'ancien commissaire européen F. Bolkestein sur les conditions d'adoption de sa directive et sa tranquille assurance quand à sa mise en application après le 29 mai, le forum témoignages proposé par la section de Dieppe sur le dogme libéral qui fonde le projet de Constitution Européenne prenait un relief particulier



Michel Gleyo, agent à la centrale de Penly, militant syndical

:"Depuis plus d'un an , de plus en plus d'entreprises privées viennent travailler sur les sites des centrales dans des conditions surprenantes. L'été dernier un groupe de travailleurs polonais est intervenu sur la centrale de paluel : aucun ne parlait ni ne comprenait le français. Ils sont intervenus sur du materiel sensible et de grande importance pour la sureté et la sécurité.Ils étaient incapables pour leur propre sécurité de suivre les consignes puisqu'ils ne lisaient pas le français C'est une stratégie d'entreprise qui est mise en place : filialiser un maximum d'activités. Aujourd'hui cette activité est confiée à la sous-traitance européenne et cela pose un grave problème. "On" fait des économies dangereuses!



A partir de 1991, la SNCF devait ouvrir ses réseaux pour une concurrence entre pays mais aussi à l'intérieur des pays. Les cheminots se sont battus contre cette directive. Elle a été adoptée mais jamais appliquée. En 10 ans le volume des transports a augmenté de 30%. Le niveau ferroviaire n'a bougé que de 3%. Cette politique européenne est bien relayée et souvent initiée par les politiques nationales. Le gouvernement français vient d'autoriser cinq compagnies privées ou en voie de privatisation à devenir opératrices du transport ferroviaire. Avec l'ouverture des réseaux des compagnies privées vont entrer dans le capital de la SNCF



Lucien Lecanu, cheminot



Michel Guellec , secrétaire départemental d'un syndicat de marins

La loi sur le registre international dite loi RIF, a été votée en 1ere lecture par l'assemblée nationale. Tous les amendements réclamés par les armateurs sont passés comme une lettre à la poste: exonération des charges, fiscalité, aides à l'investissement, etc . ainsi qu'un minimum de "marins communautaires". Les choses sont claires, il s'agit de la disparition progressive et programmée de la filière maritime française



Gilles Parmentier services publics équipement

La mise en concurrence des bureaux de la DDE avec le privé se généralise. C'est la libéralisation des services prévue par la constitution européenne. Nous refusons de cautionner cela et appelons à voter NON

Bâtisseurs de L'EUROPE DES PEUPLES

Dieppe : le Débat



Jean-Claude Pesquet
service hospitalier

Dans le but de toujours réduire le déficit, le budget de la santé est rogné. Manque de moyens budgétaires. Manque de personnel. Manque de lits dans tous les domaines. Service des urgences engorgé. Aujourd'hui le gouvernement est obligé de reconnaître la grande mobilisation des médecins urgentistes.



Les personnels de la caisse primaire qui partent en retraite ne seront pas remplacés. La plate-forme téléphonique de conseillers qui existait à Dieppe va être transférée à Rouen. L'action sanitaire et sociale diminue de 80% avec comme objectif de ne faire que du sanitaire mais plus de social.

Gerard Montalan
Comité des chômeurs



Que prévoit cette constitution européenne pour les privés d'emplois?
RIEN !

Où est le social dans le projet de Constitution, il n'y en a pas ! Il n'y a que les banques, les profits, l'argent et toujours l'argent !

Lise Evrard
Formation et avenir des jeunes

La constitution européenne n'apporte aucun droit nouveau pour les jeunes, bien au contraire. Il n'y a rien dans les textes qui appuie sur la nécessité de sécuriser les parcours de vie des jeunes, sur la formation, l'accès à l'emploi, à la santé, au logement, à la culture, aux sports.



Nelly Bault
pour une Europe de la citoyenneté

Nelly Bault fait la démonstration que ce traité constitutionnel n'apporte aucun pouvoir réel ou nouveaux droits aux citoyens. Au contraire puisque la commission européenne et elle seule décidera si les interventions des peuples par les pétitions seront retenues ou non !

les luttes et les combats qui font gagner le non-les luttes et les combats qui font gagner le non-les luttes et les combats qui font gagner le non-les

La quinzaine des forums débats

OFFRANVILLE

mercredi 20 avril
réunion publique

LE HAVRE ET SA REGION

jeudi 24 avril: réunion
publique salle de la cité

ARQUES LA BATAILLE

mercredi 11 mai : réunion
publique.

LE TREPORT

mardi 22 avril réunion
publique avec Alain Bocquet

samedi 26 avril: réunion
publique salle des neiges

ST ROMAIN DE COLBOSC

jeudi 12 mai :réunion
publique.

DIEPPE

lundi 25 avril : réunion
publique avec Jacky Hénin

NEUFCHATEL

jeudi 28 avril

FECAMP

vendredi 13 mai :
réunion publique avec
Christian Cuvilliez.

ST VALERY EN CAUX

mercredi 27 avril : reunion
publique avec Daniel Paul

CANTELEU

vendredi 29 avril
réunion publique avec
Christian Cuvilliez.

et des dizaines d'autres
réunions prévues : le trait,
Montvilliers, Neufchatel,
blangy, Yvetot, Harfleur,
Rogerville etc.

BOLBEC

vendredi 29 avril
réunion publique

BLANGY

mardi 3 mai
réunion publique

Le texte intégral de la constitution est publié par l'huma avec un décriptage des principaux articles
prix au numero: 3€, au siège de la fédération



Le 1er mai approche, journée de luttes avec les rassemblements et défilés qui prendront cette année une dimension particulière puisque ce même mois de mai verra s'exprimer les françaises et les français sur l'europe. Vote de l'espoir ! mais qui dit vote dit campagne électorale et celle-ci est particulièrement monopolisée par les tenants du oui au traité, et l'état lui-même, et ils y mettent des moyens énormes ! 70 % du temps de parole dans les médias est confisqué !

Nous avons demandé à Didier Corroyer, responsable financier à la fédération de Seine-Maritime du PCF, quel était l'enjeu de la souscription du muguet cette année



Les moyens financiers de l'action !



Didier Corroyer

L'Avenir : Quelle est la signification du muguet du PCF le 1er Mai

Didier Corroyer : D'abord parce que cela porte bonheur ... C'est particulièrement vrai cette année où la droite est de plus en plus inquiète de la tenacité du NON de gauche au projet de Constitution Européenne. Les lectrices et lecteurs savent qu'avec ce référendum il ne s'agit pas d'être pour ou

contre l'Europe, mais d'être pour ou contre une Europe sociale, pour ou contre l'Europe libérale.

De ce fait, le NON majoritaire auquel nous appelons peut également permettre à ce qu'à gauche on retrouve le chemin et la pratique d'une vraie politique de gauche. C'est le moyen de faire reculer le libéralisme, de faire reculer la droite jusqu'à la vaincre.

Quand nos militants vous proposent de souscrire en vous remettant un brin de muguet, quand vous versez à cette souscription, vous agissez pour le NON et vous aidez au financement de la campagne du NON de gauche que portent les communistes.

L'Avenir : Un muguet d'espoir alors ?

Didier Corroyer : Si certes aujourd'hui onze sondages sont positifs, il reste encore à faire. Ce qui compte c'est ce qui sortira des urnes le 29 mai au soir. D'autant que le Oui

engage des moyens énormes, ceux de l'Etat (ce qui n'est pas juste en démocratie) et les derniers chiffres indiquent que 70% du temps dans les grands médias audiovisuels est confisqué pour cette cause.

Il faut donc continuer à intervenir dans le débat en cours. Notre Fédération a programmé plusieurs dizaines d'initiatives publiques qui ont un coût. Il faut donc les financer.

L'Avenir : Des éléments à ajouter ?

Didier Corroyer : Premièrement d'abord rappeler que la souscription fait partie d'un des moyens permanents de l'activité des communistes. S'y ajoutent les cotisations et les versements d'indemnités d'élus. Le Parti communiste est en effet la formation politique qui réellement, et de très loin, a recours au financement militant. C'est vérifiable y compris auprès des " autorités de contrôle public ". Nos budgets et bilans sont publics.

Nous tenons à ces pratiques qui font partie de l'originalité et de l'identité du PCF, et nous appelons nos adhérents à les renforcer.

Deuxièmement, le 1er Mai c'est aussi l'action pour les libertés notamment syndicales. Les lectrices et les lecteurs de l'Avenir connaissent les attaques en ce domaine notamment celles de l'actuel maire UMP de Dieppe, la nature très politique de son agression à l'égard de Christian Cuvilliez, de deux de ses collaborateurs de l'UL CGT. Ce sera donc aussi pour nous un moment de solidarité agissante face à ce qui se double d'une attaque en règle " à la caisse ".

Il s'agit aussi de riposter dans ce domaine.

«Pays de malheur ! »

Un jeune de cité écrit à un sociologue - Younes Amrani et Stéphane Beaud

« Cher monsieur, Je me permets de vous écrire pour vous remercier. J'ai terminé votre enquête 80 % au bac. C'est un livre qui m'a à la fois ému (j'ai souvent eu les larmes aux yeux) et mis en colère (contre moi-même). C'est incroyable à quel point les vies que vous avez décrites ressemblent à la mienne... » C'est ainsi que débute la correspondance électronique entre le sociologue Stéphane Beaud auteur de 80% au bac et après ? et Younes Amrani l'un des lecteurs de son livre, un jeune homme de 28 ans, qui travaille comme emploi-jeune à la bibliothèque municipale d'une ville de la banlieue lyonnaise. Cette correspondance, qui va durer plus d'une année constitue un document exceptionnel sur les espoirs et les souffrances intimes des jeunes d'origine maghrébine. Les confidences de Younes en disent long sur le sentiment de non-reconnaissance et parfois d'abandon moral dont il souffre au quotidien. À travers ce dialogue amical surgissent peu à peu les différents aspects de l'histoire personnelle et familiale de Younes et les contradictions sociales qui le traversent. Ce témoignage peut ainsi aider à combattre la vision stéréotypée et réductrice du « jeune de banlieue ». Il fait émerger, à travers la figure de son principal protagoniste, des traits essentiels de la personnalité sociale de nombreux jeunes de cité : un esprit de révolte, l'envie de comprendre le monde social, le goût pour la politique, le sens de l'analyse. Bref, tout un « potentiel » pour réinstaller la gauche dans les cités.



Octobre 2004 - 16 € - La Découverte. disponible à la librairie Renaissance, Rouen

Département/démocratie

Plus de 200 élus de seine-Maritime ont signé la pétition nationale appelant à voter NON le 29 mai



ASSOCIATION
NATIONALE
DES ÉLUS
COMMUNISTES
ET
RÉPUBLICAINS

**POUR UNE EUROPE DE PROGRÈS
NON AU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL**

Cette pétition des élus se remplit à toute allure plus de 1000 signatures
début mars, , 2100 début avril et ce n'est pas fini !
retrouvez-la sur le site de l'AECR : www.elunet.org

Les interventions des élus communistes de la région et du département peuvent être retrouvées sur le sites : www.elus76.com et www.avec-vous-un-projet.org

En mouvement

■ **Hispano-Suiza**

HARFLEUR : les salariés d'Hispano ne lachent pas ! le 5 avril ils ont débrayé pour les salaires.

■ **Soreni**

Le Havre sans réparation navale ! impensable ! les salariés de Soreni dénoncent ce gachis et pour leur vie et pour le port du Havre

■ **Esso**

PORT-JÉROME : Un vendredi noir ! 115 suppressions de postes soit la moitié du personnel du secteur lubrifiants faire 20% de chiffre d'affaires en plus en 2004 et versé un dividende de +30% aux

actionnaires n' a pas suffit à ExxonMobil!

■ **CMS Louviers**

LOUVIERS : de nombreux salariés de cette usine sont des habitants de Seine-Maritime, mutés à Louviers lors de l'arrêt de l'ancienne usine Philips de Déville-les-Rouen et ont subi depuis trois plans sociaux avec 360 licenciements en 3 ans ! les délocalisations continuent!

■ **P & O**

CONTRE LA FERMETURE DE LA LIGNE : à l'appel des salariés : signer la pétition : cepeto.free.fr



29 mars : Sotteville les Rouen, débat avec jacky Henin et les cheminots : services publics, développement du ferroviaire, constitution européenne

La fédération PCF de Seine-Maritime et son nouveau site

Retrouvez tous les articles et les liens sur : www.pcf76.fr



N° 2
Daté du 21/02/2005
Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français
Directeur de la publication : Daniel Lallier
Rédacteur en chef : Claude Etienne
Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray
Tel 02 35 07 89 80
Courriel : Avenir@pcf76.fr
Abonnement annuel : 25 €
Prix au numéro : 0,60 €
CPPA :numéro en cours d'attribution